

"Les leçons de Tony Blair pour l'euro" dans Le Figaro (13 novembre 1997)

Légende: Le 13 novembre 1997, le quotidien français Le Figaro analyse les conditions économiques posées par le gouvernement du Royaume-Uni pour la participation éventuelle du pays à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) et pour l'adoption de l'euro.

Source: Le Figaro. 13.11.1997, n° 16 562. Paris.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"les_lecons_de_tony_blair_pour_l_euro"_dans_le_figaro_13_novembre_1997-fr-098d64b0-bd9c-494b-b2eb-c35c78f5fa19.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 19/09/2012

Les leçons de Tony Blair pour l'euro

Jean-Pierre ROBIN

Le gouvernement de Tony Blair a trouvé sa méthode pour l'euro: ne juger que sur pièces pardon pour le jeu de mots et en fonction des seuls intérêts économiques du pays. Cette conception ultra-pragmatique est à cent lieues du psychodrame qui accompagne en France le respect des critères de Maastricht, que l'économie britannique remplit d'ailleurs haut la main pour ce qui est des comptes publics !

Par cette approche toute en douceur, Londres devrait, le moment venu et chiffres à l'appui, être en mesure de persuader une opinion publique encore hostile. On prend son temps, on attend la fin de la législature et l'an 2002. Mais d'ici là, comme l'a affirmé le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, devant l'Assemblée annuelle du patronat, lundi dernier, les banques et la City seront autorisées à faire usage de l'euro dès 1999. Voilà ce qui s'appelle jouer finement.

Pour justifier la décision de ne pas adhérer avant 2002, Gordon Brown dispose d'un argument massue : « Le cycle des affaires britanniques n'est actuellement pas en phase avec celui de nos partenaires européens. » L'économie connaît outre-Manche une situation de quasi-plein emploi, à peine 5,2 % de chômage, et une croissance proche de 4 % l'an. L'objectif prioritaire consiste à se prémunir contre l'inflation, ce qui oblige à avoir des taux d'intérêt élevés. Joignant le geste à la parole, la Banque d'Angleterre, qui bénéficie de son indépendance depuis l'arrivée au pouvoir des travaillistes, vient de relever son taux directeur, le portant de 7 % à 7,25 %. Le prix de l'argent à court terme est plus de deux fois supérieur à ceux de l'Allemagne et de la France, et cet écart n'est pas près de se réduire.

Tony Blair voudrait-il mener une croisade politique plus enthousiaste en faveur de l'euro qu'il lui serait de toute façon impossible économiquement d'entrer dans l'union monétaire au 1er janvier 1999.

Le décalage conjoncturel avec le continent constitue à vrai dire la règle historique et non pas l'exception. A l'automne 1992, le décalage jouait en sens inverse: Londres éprouvait un besoin urgent de sortir de la récession et d'assouplir sa politique monétaire, alors que l'Allemagne, confrontée à la surchauffe liée à sa réunification, venait de porter ses taux directeurs à plus de 9 %. Ce divorce des situations conjoncturelles avait alors conduit la livre sterling à sortir du mécanisme de change européen en septembre 1992. C'est en raison d'un antagonisme de même nature que les Britanniques sont aujourd'hui conduits à différer une éventuelle adhésion à l'euro.

Cinq critères

Mais les choses ont le mérite de la clarté: le Royaume-Uni n'envisage son entrée dans l'union monétaire que s'il se trouve « en phase » économique avec ses partenaires du continent. C'est l'un des cinq « critères économiques » que le chancelier de l'Echiquier a établis pour juger de la participation à l'euro. Le plus important et le seul qui puisse faire l'objet d'un jugement objectif à partir de faits précis (il est facile de comparer le rythme de croissance de plusieurs pays). Les quatre autres éléments de décision retenus seront plus difficiles à appréhender: il s'agit de s'assurer que l'euro créera de bonnes conditions à l'investissement à long terme, qu'il préservera la compétitivité de la place financière, qu'il sera de nature à promouvoir la flexibilité, qu'il contribuera à la création d'emplois.

Les « cinq critères » de choix des Britanniques, centrés exclusivement sur les avantages et sur les inconvénients pour le pays d'une appartenance à l'euro, s'opposent à tous égards aux « cinq critères de Maastricht ». Le traité de Maastricht ne retient que des grandeurs nominales et financières: inflation, déficits publics, dette, convergence des taux d'intérêt à long terme, et enfin stabilité des monnaies dans le SME. Voilà autant de contraintes que les pays participants se donnent, car leur but est d'assurer le maximum de stabilité à la monnaie qu'ils se proposent de fonder entre eux.

L'examen de passage auquel Gordon Brown propose de soumettre l'euro ne comportera, au contraire, que des appréciations liées à l'activité économique britannique, qu'il s'agisse de la City de Londres, de la vitalité

de l'emploi ou de la conjoncture comparée à celle de ses partenaires. Ce faisant la « gracieuse majesté » se soucie manifestement peu de « ce bien commun » que constituera l'euro pour la « Communauté européenne », selon les expressions chères au président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer.

On ne saurait pourtant prendre à la légère l'engagement pro-européen du gouvernement britannique. Les chancelleries, et notamment le Quai d'Orsay, ont compris que Tony Blair était déterminé à ce que son pays participe « un jour » à l'union monétaire. La mise en place dès cette semaine d'un comité de travail permanent rassemblant les ministres concernés ainsi que les représentants du patronat (CBI) et des syndicats (TUC) est un signe. Quant à la condition essentielle de faire en sorte que l'économie britannique évolue à l'avenir au même rythme que ses voisins, l'ajustement s'annonce exigeant.

Selon John Gaster, chief economist de Ernst and Young Item Club, l'exercice de convergence auquel le gouvernement et la Banque d'Angleterre vont devoir se soumettre entraînera dans un premier temps un surplus de croissance en 1999 (2,2 %, au lieu de 1,9 %). Mais, à partir de l'an 2000, l'expansion tombera à 1,5 %, au lieu de 2,4 %, et, en 2001, le Royaume-Uni s'inscrira dans la moyenne de croissance du reste de l'Europe, soit un taux de 2 %, au lieu de 2,7 % s'il décidait de rester à l'écart de l'Union monétaire européenne. En clair, Londres se coule dans le moule de la « culture de stabilité » et la politique des petits pas qui est la marque de la Bundesbank et de la future banque centrale européenne. Avec l'espoir d'une croissance plus régulière... mais qui n'aura plus guère de rapports avec le cycle électoral, ce qui était de tradition outre-Manche.

Rentrer dans le rang

Cette rentrée dans le rang de la politique économique devra s'accompagner de changements structurels de la part des emprunteurs eux-mêmes, principalement en matière de logement. Aujourd'hui, « à peine 30 % des taux de crédits hypothécaires sont à taux fixe, contre plus des trois quarts aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, au Danemark et en Suède », selon Michael Saunders, économiste à Londres de Salomon Brothers. La perspective d'entrée dans l'union monétaire, qui sera un gage de plus grande stabilité des taux longs, devrait inciter les emprunteurs britanniques à privilégier un peu plus les crédits à taux fixe et à long terme. Autre changement culturel.

Les problèmes de convergence des économies réelles auxquels la Grande-Bretagne se trouve confrontée sont certes exceptionnels par leur ampleur, mais ils se posent pour tous les pays entrant de l'union monétaire. Et c'est là que Tony Blair peut servir d'exemple. « Le taux d'intérêt approprié pour (la) zone euro ne sera pas, ou pas toujours, le taux d'intérêt optimal de chaque pays pris isolément, de même qu'aux Etats-Unis le taux d'intérêt optimal pour le Michigan n'est pas nécessairement celui qui convient à la Californie. » La remarque de Dominique Strauss-Kahn le ministre des Finances s'exprimait lors d'un colloque sur l'euro organisé à l'Assemblée nationale fait allusion de façon plus ou moins résignée aux écarts de conjoncture qui peuvent surgir d'un pays à l'autre.

Si la Bundesbank a cru bon de relever l'un de ses taux directeurs le 9 octobre dernier, n'était-ce pas pour endiguer les tensions inflationnistes qui apparaissent aux Pays-Bas et en Espagne, voire en Allemagne, mais certainement pas en France ? Problème. Cette question, les Britanniques l'abordent de front, alors qu'en tant que pères fondateurs de l'euro les gouvernements français n'osent la poser que mezza voce.